

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Apres-le-decompte-final-l-Equateur-est-en-route-pour-le-deuxieme-tour-des-presidentielles>

Après le décompte final, l'Équateur est en route pour le deuxième tour des présidentielles

- Les Cousins - Équateur -
Date de mise en ligne : jeudi 25 février 2021

Description :

Après le décompte final, l'Équateur est en route pour le 2^e tour des présidentielles. Malgré les allégations de fraude de Yaku Pérez, en 3^e position, aucune délégation d'observateurs internationaux n'a dénoncé d'irrégularités dans les élections présidentielles, ni d'ailleurs les autres candidats (...) Marco Teruggi

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Apesar de las denuncias de fraude de Yaku Pérez, que salió tercero en el conteo. Ninguna delegación de observación internacional denunció irregularidades en los comicios, tampoco los demás candidatos.

Depuis Quito. Yaku Pérez est arrivé mardi à Quito avec une marche de sympathisants qui a parcouru une partie des montagnes. Sa revendication était la même que celle initiée au lendemain du premier tour des élections le 7 février dernier : l'existence de fraudes et, par conséquent, la non-reconnaissance des résultats qui le classaient troisième, avec 19,39%, derrière Andrés Arauz, 32,72, et Guillermo Lasso, 19,74.

Cette fois, il a affirmé que les incohérences existaient dans 16 000 procès verbaux, soit près de la moitié du total. « Le doute devient une certitude, et la fraude est une vérité que personne ne peut cacher », a-t-il déclaré depuis le parc *El Arbolito*, au centre de la capitale équatorienne, un lieu qui avait été l'épicentre du soulèvement contre les ajustements néolibéraux du gouvernement de Lénine Moreno en octobre 2019.

La marche réunissant ses partisans s'est rendue au *Conseil National Electoral* (CNE), où ils ont présenté les plaintes concernant 16 mille procès verbaux. « Nous allons donner une dernière chance au CNE, qui est habilité à ouvrir les urnes », a déclaré le candidat du parti Pachakutik, bras électoral de la *Confédération des Nationalités Autochtones de l'Équateur* (CONAI), principal mouvement des autochtones de l'Équateur, qui cependant, n'a pas participé à la mobilisation, comme on peut le voir avec l'absence de dirigeants nationaux tels que Jaime Vargas ou Leónidas Iza.

« Pour garantir une procédure régulière, l'organisation politique a présenté au CNE un droit d'opposition ; rappelons que les moyens qui peuvent être proposés sont l'objection, la contestation au siège administratif et des recours à des contentieux électoraux peuvent également être déposés devant le Tribunal de contentieux électoral. Le domaine technique correspondant, le domaine juridique doit procéder à l'analyse de chacun des documents, des procès-verbaux, ainsi que du contenu juridique de la la plainte qui a été déposée pour se prononcer lors de la session plénière du CNE en temps voulu », a expliqué un porte-parole du mouvement Pachakutik.

La demande de recomptage de Pérez a été adressée non seulement au CNE, mais aussi au Bureau du Contrôleur et au Parquet qui, samedi, ont annoncé une demande d'accès à la base de données du pouvoir électoral pour auditer le système électoral. Cette demande avait été faite par le candidat Arauz, soulignant son rejet de « l'ingérence et de l'intromission grossière d'autres institutions de l'Etat dans la fonction électorale du Contrôleur ».

Le CNE a annoncé mardi qu'il avait rejeté la demande du contrôleur, Pablo Celi, car « l'article 16 du code de la démocratie indique qu'aucune autorité extérieure aux élections ne peut intervenir dans les élections ». Par conséquent, la principale institution qui pourrait encore intervenir, comme l'explique Pachakutik à la périphérie du CNE, serait le Parquet, pour prouver l'existence de fraudes et, ce qui aurait pour conséquence de convoquer de nouvelles élections présidentielles et législatives, ce qui ouvrirait un scénario d'incertitude dans le temps et dans les institutions dans le pays.

Le bureau du procureur, dirigé par Diana Salazar, possède également ce qui, selon le bureau du Procureur colombien, serait une preuve accusant Arauz d'avoir reçu un financement de l'*Armée de Libération Nationale* colombienne, une accusation, née comme une fake news via le magazine *Semana*, qui a été dénoncée comme une opération internationale visant à saper la candidature du candidat de la révolution citoyenne. Salazar a reçu mardi une reconnaissance spéciale du Département d'Etat US pour sa « lutte contre la corruption ».

Pérez, ainsi que ceux qui mènent la mobilisation, n'ont pas encore précisé quelle sera la feuille de route de la contestation, même si, selon les estimations, une veillée commencera aux portes du pouvoir électoral, dirigée centralement par la *Confédération des Peuples de Nationalité Kichwa de l'Équateur* (Ecuadorunari), organisation que Pérez a présidée les années précédentes et qui fait partie de CONAIE. Le pari est également de parvenir à la solidarité des autres secteurs sociaux autour de la revendication de Pachakutik.

La réclamation devant le CNE est sans suite politique. Aucune délégation d'observateurs internationaux n'a dénoncé d'irrégularités dans les élections, ni les autres candidats, même si Xavier Hervas, quatrième aux élections, était favorable à un audit car, selon lui, il ne repousserait pas le calendrier électoral, comme l'avait dénoncé Arauz.

Lasso, pour sa part, a affirmé qu'il faisait déjà campagne pour le deuxième tour, qui aura lieu le 11 avril. Ainsi, celui qui dans un premier temps avait accepté la demande de recomptage déposée par Pérez, ayant déjà assuré sa deuxième place aux élections dont le résultat avait été publié dimanche dernier par la CNE, a abandonné la possibilité de donner suite à un processus d'audit des votes. Le différend entre les deux candidats s'est traduit ces derniers jours en accusations croisées, et dans l'affirmation de Pérez selon laquelle il n'appellerait pas à voter pour Lasso -ni pour Arauz- au second tour, contrairement à ce qui s'est passé en 2017 lorsqu'il avait soutenu le banquier de Guayaquil.

Le débat sur les élections a été violemment interrompu mardi par l'existence de trois massacres dans trois prisons qui ont fait 67 morts, selon le directeur du service pénitentiaire, Edmundo Moncayo. Les événements se sont produits dans les prisons de Guayaquil, El Turi, Cotopaxi, s'ajoutant aux événements passés tels que l'émeute qui s'est produite en décembre dernier à Esmeralda, avec six morts, ou en août dans le pénitencier du Littoral, avec onze morts.

« Jamais auparavant le pays n'a connu une catastrophe aussi grave au sein du système carcéral. Nous avons connu des épisodes malheureux d'émeutes, de violence et de mort. Le co-gouvernement a permis au crime de s'emparer de nos villes et de voler la tranquillité des Équatoriens », a déclaré Arauz en apprenant les faits.

Marco Teruggi* depuis Quito pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 24 février 2020.

* **Marco Teruggi** Sociologue argentin, correspondant au Venezuela pour Telesur, Pagina 12, Sputnik, entre autres. Nous recherchons [Clara Anahí Mariani Teruggi](#) fille née le 12 août 1976 ; disparue le 24 novembre 1976. Merci pour toute information.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#) Paris, le 25 février 2021

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.